
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 8 (1980)

DOI: 10.11588/fr.1980.0.50455

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

membres de la «Nouvelle Gauche» en RFA. K. H. ne le dit pas expressément, mais il fournit à plusieurs reprises des citations bien éclairantes: la théorie du Totalitarisme peut servir de défense et illustration des institutions de Bonn, l'analyse structurelle, marxiste ou non, peut s'accompagner d'une critique de la société capitaliste. Nous n'en regrettons que davantage de voir K. H. renoncer à une véritable histoire de l'histoire du nazisme en RFA de 1945 à nos jours; il est vrai qu'un historien allemand serait trop impliqué dans les controverses pour écrire cette histoire, et qu'un étranger manquerait de connaissances sur les tenants et aboutissants. Mais cet arrière-plan idéologique, regrettable quand il rend les discussions hargneuses, fructueux quand il affine les critiques, démontre s'il en était besoin que le nazisme reste une question d'actualité.

Un mot enfin pour signaler l'intérêt de la bibliographie. 78 numéros pour les sources, 525 pour la littérature secondaire, c'est évidemment le résultat d'une sélection rigoureuse. On est surtout frappé par l'abondance de la recherche récente: les deux tiers au moins des titres cités datent des quinze dernières années, qu'il s'agisse de publications allemandes ou anglo-saxonnes. Nouvelle preuve de l'actualité du problème.

Pierre AYÇOBERRY, Strasbourg

Wolfgang MICHALKA (Hg.), *Nationalsozialistische Außenpolitik*, Darmstadt 1978, 579p. (Wege der Forschung, 297).

La multitude d'articles et de livres parus sur la politique étrangère de l'Allemagne sous le régime nationalsocialiste n'est presque plus à évaluer. Le but du présent livre qui est présenter les tendances principales de la recherche historique dans ce domaine par une vingtaine d'articles écrits entre 1957 et 1977 est d'autant plus méritoire. Le livre recueille d'une part des articles qui ont déjà été publiés – et dont quelques-uns ont déjà leur propre histoire, comme celui de Hugh Redwald Trevor-Roper de 1960 sur les buts de guerre d'Hitler – et d'autre part des contributions originales. La première partie du livre est consacrée aux problèmes fondamentaux de la politique étrangère nationalsocialiste, la deuxième met l'accent sur les événements importants, les tournants décisifs et des points d'intérêt particuliers, tout en procédant chronologiquement. Le but essentiel reste de montrer l'état actuel de la recherche sur la politique étrangère du Troisième Reich.

Les trois premiers articles présentent trois solutions différentes à une question principale: Quels étaient les objectifs de la politique étrangère, la guerre étant englobée comme moyen et quelles en étaient les limites.

L'idée de commencer par l'article de TREVOR-ROPER était assurément bonne. Son modèle d'interprétation a marqué toute une fraction de la recherche ultérieure. Il apportait sur la politique d'Hitler un jugement différent de celui qui avait marqué la recherche de l'après-guerre. Au lieu du politicien opportuniste, sans scrupules et sans morale, sans plan intelligible et logique – comme l'avait dépeint Bullock dans sa biographie, qui n'a pourtant rien perdu de son actualité et de sa grande qualité – Trevor-Roper démontre qu'Hitler avait tout au long de sa «carrière» des buts constants et bien définis: l'expansion vers l'est, la conquête du «Lebensraum» et que tout le reste n'étaient que des moyens pour atteindre cet objectif (comme la campagne contre la France). A partir de cet article toute une «école» s'est développée analysant le «programme» d'Hitler et ses implications sur la politique. C'est aussi l'objet des deux articles suivants. La contribution de Dietrich AIGNER contredit les recherches qui avaient mis en évidence un plan qui visait dès le début la domination du monde et qui avaient fait d'Hitler «l'architecte» de cette domination, comme l'a fait Jochen THIES, auteur du troisième article.¹ Aigner ne voit dans les

¹ Jochen Thies a récemment publié sa Thèse doctorale, dont le titre provocateur «Architekt der Weltherrschaft» se réfère – d'une façon évidemment équivoque – aux plans architecturaux d'Hitler.

plans d'une domination mondiale qu'une alternative nécessaire, qui est apparue après que la guerre soit devenue mondiale et qui ne faisait pas vraiment partie de la pensée politique d'Hitler. Tout au plus on pourrait le situer dans une vision prophétique et lointaine. THIES va au-delà de la seule étude des œuvres et des conversations – abondamment citées – et valorise les plans architecturaux d'Hitler pour analyser ses buts politiques. Il conclut que les projets de construction du ›Führer‹ anticipent sa politique d'expansion ultérieure: une expansion qui visait la domination du monde.

Mais ces analyses sur le ›programme‹, auxquelles on pourrait en ajouter bien d'autres qui ont été intégrées dans la deuxième partie, comme celle de Andreas HILLGRUBER sur l'Amérique comme facteur dans la stratégie hitlerienne, ont été au centre de diverses critiques. Ces critiques mettaient en cause la possibilité de conclure plus ou moins directement à partir des écrits d'Hitler sur sa politique étrangère. Sans contester l'autorité finale du Führer, la question du rôle des autres contraintes – l'antagonisme croissant dans la société, l'emballement de l'économie, une population dont Hitler ne se sentait jamais sûr – s'imposait à l'étude. Martin BROZAT, représentant de la tendance qui voulait éclairer la structure et le fonctionnement du régime d'Hitler se refuse à la seule interprétation des textes. Il voit les objectifs politiques d'Adolf Hitler et de ses partisans comme une ›métaphore idéologique‹ pour la création d'une dynamique sans but. Selon lui seule l'action permanente pouvait assurer l'intégration des forces déchaînées et détourner la société du Troisième Reich de ses antagonismes intérieurs: une dynamique qui devait échapper à tout contrôle et prendre un tour suicidaire. L'article très important du marxiste britannique Tim Mason sur la ›primauté de la politique‹ met un terme à toutes les interprétations marxistes ne voyant dans Hitler que l'agent du capital, interprétation dont l'historiographie des pays socialistes a du mal à se défaire. Mais, pour lui, les changements dans la structure de l'économie, la dynamique d'un capitalisme sans contrôle politique étaient à la base de l'auto-destruction. L'article de H. A. TURNER sur le ›fascisme et l'antimodernisme‹ essaye de comparer les buts ultimes du régime allemand et du régime italien: est-ce qu'il a un but, un ›telos‹ commun dans les deux systèmes, que l'on a souvent mis dans le même sac? Et quelles conséquences ceci pourrait-il avoir pour la définition d'une politique étrangère de type fasciste. Le dernier article de la première partie de Klaus HILDEBRAND sur les forces motrices intérieures de la politique étrangère national-socialiste passe en revue les différentes thèses d'une telle impulsion intérieure, mais revient à la conclusion que le ›programme‹ d'Hitler reste déterminant et ne peut pas être écarté de l'interprétation de sa politique étrangère. Une telle conclusion de la première partie n'est pourtant pas étonnante – tous les historiens affirment avec une rare unanimité l'autorité absolue et l'indépendance inouïe dans laquelle Hitler pouvait prendre ses décisions.

Entre les deux pôles – l'interprétation de la politique étrangère surtout par le rôle d'Adolf Hitler et la tentative de surmonter l'explication personnalisée, – se situent aussi les articles de la deuxième partie, qu'il serait trop long d'évoquer en détail. Les principaux thèmes seront néanmoins indiqués: Karl Dietrich BRACHER traite des débuts de la politique étrangère d'Hitler, la phase cruciale de la stabilisation du régime. Deux articles analysent les relations avec la Grande-Bretagne: l'un sur le rôle central de la Grande-Bretagne dans la pensée et dans la politique d'Hitler (A. V. N. van WOERDEN) et l'autre sur les motifs de fond qui ont conduit à l'accord naval anglo-allemand en juin 1935 (Jost DÜLFFER). Minutieusement Manfred FUNKE décrit la prise de décision d'Hitler lors de l'occupation de la zone rhénane démilitarisée – une démonstration convaincante de la méticulosité avec laquelle Hitler pouvait agir, s'intéressant pourtant beaucoup plus aux réactions possibles de l'Italie ou de la Grande-Bretagne, que de la France. Wolfgang SCHIEDER, par contre, montre par l'exemple de l'ingérence allemande en Espagne, que la politique d'Hitler comportait aussi des éléments plutôt arbitraires dus à des décisions spontanées. Les travaux de Gottfried NIEDHART sur le système international en 1937, de Klaus HILDEBRAND sur le problème colonial et D. C. WATT sur le début des négociations qui

menaient au traité germano-soviétique montrent la réaction des Etats européens vis-à-vis du défi national-socialiste. Wolfgang MICHALKA analyse la conception qu'avait Ribbentrop avant de s'aligner à la décision d'Hitler de conclure le pacte avec Staline. C'est seulement dans les contributions de William CARR et de Alan S. MILWARD que les contraintes intérieures de la politique étrangère réapparaissent. Ils étudient les relations entre l'économie, l'armement et la politique au début de la deuxième guerre mondiale, tous les deux attribuant à l'économie un part prédominante dans la «conception de la guerre». Milward va même jusqu'à dire que la conception de la guerre-eclair était rationnellement préméditée à cause des contraintes économiques. L'article déjà évoqué d'Andreas Hillgruber part de deux questions principales: quel était le but ultime d'Hitler, et par quelles étapes et par quelle méthode voulait-il y arriver. La phrase-clé se trouvant dans «Mein Kampf»: «L'Allemagne sera une puissance mondiale ou bien elle ne sera pas.² D'après Hillgruber le but d'Hitler était d'établir un empire continental, avec des territoires supplémentaires en Afrique et une flotte puissante, pour être une des quatre grandes puissances à côté de l'Angleterre, le Japon et les Etats-Unis. La bataille décisive entre la puissance mondiale Allemagne et la puissance mondiale Etats-Unis n'était pourtant prévue que pour la génération suivante. Quand les événements se sont précipités, survenant plus vite que le «programme» ne l'avait prévu, la seule alternative était la victoire mondiale ou la chute du Reich («ou bien elle ne sera pas...»). Il n'est donc pas surprenant, comme le démontre Bernd MARTIN³ que les tentatives de paix n'aient eu aucune chance de réussir. De part et d'autre les propositions de paix n'étaient que des instruments de la politique du pouvoir.

La valeur d'un recueil d'articles, qui veut démontrer les tendances principales de la recherche dépend essentiellement du choix des articles. En ce qui concerne le présent livre cette tâche difficile me semble très bien accomplie. Le livre reflète le débat qui se déroule depuis des années sur l'interprétation du Troisième Reich: le phénomène du national-socialisme doit-il être expliqué surtout par la personne d'Hitler ou à partir de la situation sociale et politique? Aussi dans la politique étrangère la question se posait de savoir si c'était la conception du Führer qui s'imposait ou le caractère, les structures de la société qui poussaient à la guerre. On peut pourtant remarquer que la plupart des articles les plus récents (de Aigner, Thies, Hildebrand, Schieder) portent sur le «programme», les divergences surgissant sur la question de sa portée.

Un seul article me paraît être «à part» dans cet ensemble très cohérent: celui de H. A. Turner. En fait cet article ouvre un horizon tout à fait nouveau. La question très importante de «l'anti-modernisme» dans la comparaison du national-socialisme et du fascisme peut avoir des conséquences fondamentales pour la définition d'une politique étrangère de type fasciste – mais la question de la politique étrangère n'apparaît qu'en filigrane.

Pour comprendre le «succès» de la politique étrangère du national-socialisme, un article traitant les spécificités de cette politique aurait pu être utile: par exemple l'utilisation de la propagande dans une politique de guerre des nerfs démontre d'une façon évidente comment Hitler employait tous les moyens pour atteindre des objectifs à court terme (l'utilisation de la propagande envers la France dans les années 1939/1940 en est un bon exemple). Une politique à court terme bien sûr, qui s'insérerait toujours dans une vision globale. C'est justement l'action – en fin de compte-cohérente d'Hitler, qui semble être méconnue par ceux qui veulent expliquer

² «Deutschland wird entweder Weltmacht oder überhaupt nicht sein», le mot «Weltmacht» étant difficile à cerner dans son étendu.

³ Dont l'article a été traduit du français. Première parution dans l'Encyclopédie de la Guerre 1939–1945, Casterman, Paris 1975.

⁴ Surtout quand on le prend comme complément d'autres recueils: ZIEBURA, G. (Hg.), Grundfragen deutscher Außenpolitik seit 1871, Darmstadt 1975; NIEDHART, G. (Hg.), Kriegsbeginn 1939. Entfesselung oder Ausbruch des Zweiten Weltkrieges?, Darmstadt 1976; FUNKE, M. (Hg.), Hitler, Deutschland und die Mächte, Düsseldorf 1977.

sa politique par des impulsions intérieures, par les nécessités de l'économie ou le caractère chaotique des institutions. Expliquer le déclenchement de la guerre en 1939 par les difficultés croissantes de l'économie (comme le fait William Carr), n'est-ce pas négliger le caractère général de la politique d'Hitler – une politique qui se dirigeait de manière de plus en plus risquée vers la guerre?

D'autre part, compte tenu qu'on interprète toujours les mêmes textes, la seule exégèse risque de devenir stérile. L'article de Jochen Thies constitue cependant une intéressante exception. Mais sa contribution montre que les visées mondiales d'Hitler résident plutôt dans sa philosophie générale et son idée de sa mission. Le mot ›programme‹, si souvent utilisé, évoque pourtant beaucoup plus. Il faudrait éventuellement recourir à la distinction que fait Dietrich Aigner entre ›programme politique‹ (un programme qui reste ›continental‹) et la ›vision prophétique‹. Au lieu de la notion du ›programme‹, la notion de ›lutte‹ est peut-être une meilleure approche pour la compréhension de la dimension mondiale de la politique d'Hitler. L'affrontement avec les Etats-Unis dont Hitler parle déjà très tôt s'inscrit dans sa philosophie de la lutte qui est inévitable et non dans un ›plan par étapes‹ par lequel il voulait atteindre la domination du monde. Mais dans une telle conception de la lutte, la distinction faite par les pays occidentaux entre paix et guerre, s'efface, la paix ne pouvant être pour Hitler qu'une pause dans un combat perpétuel. Le fossé qui sépare aujourd'hui ceux qui veulent expliquer le Troisième Reich par sa structure et ceux qui retiennent surtout le phénomène ›Hitler‹ semble insurmontable. Ce n'est finalement pas seulement la matière qui les éloigne, mais la conception des méthodes et la déontologie de la recherche historique.

Jürgen HEIMSOETH, Freiburg

Wolfgang MICHALKA, Ribbentrop und die deutsche Weltpolitik 1933–1940, München, Wilhelm-Fink-Verlag, 1980, 371 p.

(Veröffentlichungen des Historischen Instituts der Universität Mannheim, Band 6)

Une des contributions les plus importantes sur la politique extérieure du Troisième Reich, fondée sur une recherche exhaustive dans les archives allemandes et anglaises ainsi que sur une lecture minutieuse de la vaste littérature qui était à la disposition de l'auteur. L'ouvrage est caractérisé par la perspicacité de l'analyse et la clarté de l'exposé.

L'image traditionnelle de Ribbentrop est celle d'un carriériste, instrument servile d'Hitler et sans idées personnelles. En effet, son carriérisme et sa subordination à Hitler sont incontestables, mais M. Michalka nous prouve qu'il avait bien une conception politique à lui. Plus, pendant une certaine période, surtout entre 1937 et 1940, il réussit à influencer Hitler au point de changer quelques-unes des conceptions préconçues de ce dernier, notamment dans la question cruciale des relations anglo-allemandes. Ce n'est par la première fois que le valet parvint à suggérer des idées à son maître.

Sous la République de Weimar Ribbentrop fit une carrière réussie à la tête d'une maison d'importation et d'exportation de vins et s'intéressait aussi à la politique. Pendant des années il fut proche du «Parti Populiste» de Stresemann (qu'il connut apparemment personnellement). Il aspira surtout à la révision du Traité de Versailles. De sympathies monarchistes, mais nullement dogmatique et surtout pas antisémite – il avait des relations avec beaucoup de juifs – il n'eut pas de grandes affinités avec le National-socialisme et n'entra dans le parti que quand il était déjà puissant puisqu'il le considéra comme le seul rempart contre le danger communiste en Allemagne, mais probablement surtout par opportunisme. Entre août 1932 et janvier 1933 il arrangea des rencontres entre Hitler et des personnalités conservatrices, notamment von Papen